TAPAGE

JOURNAL BIMESTRIEL D'EXPRESSION LIBRE DE LA REGION MELDOISE n°13

...brosser la réalité mais pas dans le sens du poil...

édito

Les pompiers connaissent bien le syndrome dit du « sur-accident ». Il intervient quand un premier accident, parfois léger, en provoque par réaction un deuxième beaucoup plus lourd. Ce processus mortifère caractérise les décisions de nos classes dirigeantes : empêtrées dans leurs contradictions, elles pratiquent une fuite en avant qui ne fait qu'aggraver la situation.

Le cas de la Grèce est très médiatisé mais d'autres devraient aussi attirer notre attention. Ainsi, à la suite d'un lobbying de multinationales européennes l'Union européenne a demandé au Canada d'inclure les marchés publics dans un Accord commercial de l'OMC. L'UE s'immisce ainsi dans la structuration territoriale et politique du Canada et remet en cause la marge de liberté des collectivités locales canadiennes pour niveler vers le bas les règles en matière environnementale ou sociale.

En France, trente mille personnes ont signé l'Appel contre La Nuit Sécuritaire en réaction au discours du N Sarkozy de 2008 qui assimilait la maladie mentale à une dangerosité. Car ce traitement sécuritaire des malades mentaux a pris corps dans la pratique quotidienne : les lieux de soins psychiatriques sont truffés de caméras, de chambres d'isolement, de grillages... des protocoles de neutralisation physique des patients ont vu le jour, les préfets empêchent les levées d'internements caducs. Le risque de la mise en place d'une surveillance sociale planifiée est bien réel.
En Seine et Marne enfin, le préfet va ramener de 43 à 30 le nombre des intercommunalités, et dissoudre ou fusionner 107 syndicats intercommunaux, sans étude d'impact, sans information sur les conséquences fiscales et organisationnelles de tels regroupements autoritaires.
Trois sur-accidents qui, malheureusement, en appellent d'autres...

Soulcié - Iconovox

Oui, soyons lucides, l'Europe est en ébullition. Car les contradictions d'un système qui méprise les salariés apparaissent avec force. En Espagne (p 9) c'est toute une jeunesse privée d'emplois qui veut se faire entendre. En Grèce, au Portugal (p 6 et 7) les cures d'austérité vont amplifier le désarroi des peuples déjà victimes des crises financières.

En France des services publics emblématiques comme la Santé (p 4 et 5) et l'Education Nationale (p 11 et 12) sont soumis à une logique purement comptable et déshumanisée mal camouflée par une rhétorique de pacotille. Cette même logique néo-libérale qui méprise notre nature (p16) et notre alimentation (p 14 et 15).

Près de chez vous
Un entretien avec le sénateur M Billout.
> Pages 4 et 5

DOSSIER
L'Europe en ébullition
> Pages 6 et 9

Environnement
Pétrole de schiste (suite)
> Page 16

CONSEIL MUNICIPAL DE MEAUX

Par Tympan du tapage

Au conseil du 23 juin 2011

Examen soporifique des comptes de l'année 2010, morne exercice d'autosatisfaction du maire, aucune perspective nouvelle sauf la chasse aux SDF, encore un séance où la démocratie locale a rejoint dans l'absence un nombre croissant de conseillers.

Exercice de l'autorité

En préambule le maire informe qu'il a décidé de se montrer ferme à l'encontre des SDF dont le nombre serait croissant à Meaux. C'est en fait la gêne – bien réelle – que cause leur comportement qui l'incite à réagir de façon aussi voyante. Manifestement, ce sont des plaintes de commerçants qui l'ont alerté. Il est ordonné aux forces de police de faire respecter l'intégralité des règlements ! Est-ce qu'elles ne feraient pas d'ordinaire ? En contrepartie on sollicite l'association Le Relais pour qu'elle intensifie son travail d'accueil. Ne doutons pas que le député de Meaux ne proteste violemment contre la réduction du budget national alloué à l'accueil d'urgence (près de 5 % de baisse) ! Ne doutons pas non plus les associations oeuvrant dans le domaine social ne voient leurs subventions municipales fortement augmentées pour faire face à cette recrudescence de la misère. Ou plutôt si, maintenant que l'annonce est faite, doutons ...

Comptes 2010

C'est traditionnellement en juin que l'on se penche sur les réalisations effectives de l'année précédente avec l'examen et l'adoption du « Compte administratif ». Je laisse le lecteur imaginer le verbiage d'autosatisfaction qui en accompagne la présentation. Penchons-nous sur deux phénomènes significatifs dans le domaine de l'investissement. À l'appui de notre analyse, un graphique. Il montre que de 2005 à 2010 le budget, c'est à dire les prévisions de dépenses, consacré à l'investissement n'a cessé de baissé. De moitié même en 2009 avec une légère remontée en 2010. Après la très voyante opération de rénovation urbaine, par ailleurs échec social, la ville de Meaux est en panne ! Plus grave le taux de réalisation ne cesse lui - aussi de baisser – c'est logique- mais surtout de baisser beaucoup plus fortement. Il n'est pas anormal que des opérations budgetées ne puissent être réalisée dans l'année qui suit, voire doivent être annulées. Lorsque le taux de réalisation est de l'ordre de 80 % comme en 2005, voire de 75 % en 2006, il n'y a pas de quoi s'interroger. Mais lorsqu'il atteint 52 % en 2010, il est possible de se demander comment on a pu établir des prévisions aussi irréalisables !

PADD du PLU et AVAP en lieu de ZPPAUP

À défaut de s'engager résolument dans une politique de développement durable et de protection du patrimoine, on se gargarise de sigles, on révise des plans d'actions que l'on ne réalise pas, on « zone » à tout va ! Le résultat de ces tergiversations est que le premier bâtiment construit par la ville répondant à une norme d'économie d'énergie ne sera inauguré que cette année. Ce sera l'école Guynemer, et encore la norme HQE auquel il répond est déjà un peu obsolète. On attend toujours les bâtiments basse consommation (BBC). Côté patrimoine, le résultat c'est que l'on attend toujours une vraie initiative pour faire connaître l'histoire de la ville. Le résultat est, par exemple encore, que l'on a aucune idée du patrimoine végétal de la ville et qu'un promoteur privé peut détruire un Gingko biloba bicentenaire au grand dam des riverains sans que la mairie de bouge le petit doigt. Mais, c'est promis on aura, plus tard, dans l'éco-quartier des circulations vertes pour se la couler douce !

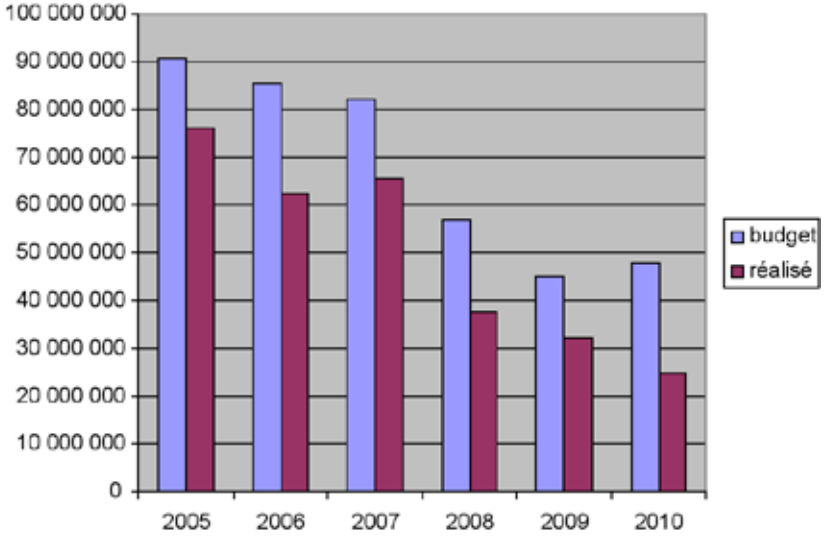
Rayon perles

L'opposition s'est bien sûr insurgé contre le détournement de 10 % des subventions destinées au développement des quartiers sensibles (DSU : dotation de Solidarité Urbaine) pour une opération de voirie au centre –ville. Sur 10 millions de dotation, 1 millions sont allés dans le réaménagement du Cours de Verdun !
70 000 euros inscrits en dépense pour « perte de change ». Si vous pensez que la dette de la ville est gérée en « bon père de famille » vous vous trompez. Il faut, pour être moderne, jouer sur les marchés financiers pour obtenir les intérêts les plus bas. Quand ça foire sur le marché des devises, cela coûte !

1 570 000 euros pour la voirie des Hauts de Chantereine. Rappelons qu'il s'agit d'un lotissement privé, modèle de stupidité en matière d'étalement urbain. Comme il n'a pas répondu aux attentes de ses promoteurs en matière de commercialisation on fait appel à la commune !

Sur ses tablettes

Une bonne nouvelle. L'adjoint dont nous avons déjà mentionné qu'il passait une bonne partie du temps du conseil à bricoler sur son téléphone portable dernier cri a cessé cette pratique. C'est maintenant sur un nouvel outil, une « tablette » qu'il entraîne son index à la vélocité. Voilà une indemnité d'élu qui fait marcher le commerce !



Évolution sur 6 ans des dépenses d'investissement, prévues (budget) et effectivement réalisées. Alors que la baisse des prévisions est de 50 %, la chute des réalisations est de 67 % !

C'EST LE MAIRE QUI DÉCIDE TOUT SEUL ?

Par Charles Max

Le choix de l'intercommunalité à Esbly : un cas de non-démocratie locale

La réforme territoriale oblige désormais toutes les communes à faire partie d'un EPCI (Etablissement public de coopération intercommunal). Le préfet et des élus du département ont élaboré et présenté le 29 avril dernier le SDCI (Schéma départemental de coopération intercommunal). Esbly qui ne fait aujourd'hui partie d'aucune intercommunalité se voit inscrit dans la communauté de commune du pays Créçois, alors que quatre choix sont possibles : Le Pays de Meaux, le Pays Créçois, Val d'Europe ou Marne et Gondoire. Normalement, c'est au conseil municipal de trancher. Mais, alors que des communes isolées, comme Montévrain, ont déjà tranché, La maire UMP joue la montre, et contourne le conseil municipal pour imposer son choix personnel, le pays Créçois, sans consulter le conseil municipal. En effet, lors du dernier conseil municipal de mai, l'opposition de gauche à interpellé la majorité sur ce point, et s'est vu répondre qu'aucun schéma n'était arrêté. Aucun vote ne semble donc prévu avant le mois de décembre, terme butoir du choix démocratique des communes. L'opposition mènera donc la fronde en invitant les citoyens à se prononcer, en septembre, sur le choix de l'intercommunalité, à travers une votation d'initiative citoyenne.

Quand les édiles contournent la démocratie locale, les citoyens doivent se retourner vers la phrase d'Alain dans Le citoyen et les pouvoirs : **« le citoyen ne doit pas seulement être un électeur, mais un contrôleur »**

ENTRETIEN AVEC LE SÉNATEUR MICHEL BILLOUT

L'hôpital bientôt coté en Bourse ?

En France l'offre de santé est soumise, de façon de plus en plus pressante, aux critères de « rentabilité » et la Seine et Marne n'échappe évidemment pas à cette règle.

Tapage s'est entretenu de cette question avec le sénateur Michel BILLOUT [1] qui évoque pour nous les conséquences de cette logique néo-libérale sur l'ensemble de la population de notre département.

Tapage : M le Sénateur, comment évolue le système hospitalier dans notre département ?

Michel BILLOUT : Il faut tout d'abord se rendre compte qu'en France notre système de santé est dorénavant piloté de façon très centralisée par les fameuses A.R.S (Agences Régionales de Santé) qui sont une émanation directe de l'État. Elles nomment les directeurs des hôpitaux qui nomment les chefs de service. Il y a ici très peu de place pour une expression démocratique locale sur la politique de santé publique.

Tapage : Comment peut-on caractériser leur action ?

M.B : Il y a deux grandes constantes dans leur conception de l'offre de soins hospitaliers : la concentration et la rigueur budgétaire. Mais derrière ces arguments qui, dans certains cas, ont leur pertinence, nous pouvons malheureusement déceler l'envie délibérée d'organiser l'affaiblissement de l'hôpital public et de favoriser l'ouverture d'un marché juteux aux opérateurs privés à but lucratif.

Tapage : Commençons par ce processus de concentration

M.B : Prenons le cas de Melun. Le projet initial prévoyait une fusion entre l'hôpital et la clinique des Fontaines. L'A.R.S impose maintenant un vaste partenariat public-privé qui concernera l'hôpital et trois cliniques. Même scénario à Fontainebleau où l'on prévoit la construction d'une plate-forme hospitalière publique-privée pour 2015 sur le site de Bréau pour remplacer l'hôpital et la clinique.

Tapage : Pour quelles raisons ?

M.B : L'argument régulièrement invoqué est celui de la rationalisation de l'offre de soin avec l'idée qu'en dessous un certain nombre d'actes, une équipe médicale ne serait ni attractive pour le personnel soignant, ni efficiente. Ainsi, les A.RS ont décidé que dans un service de radiothérapie il fallait au minimum 600 patients par an et, en dessous de ce seuil, ils exercent une pression pour inciter à la fermeture. Mais je dois préciser ici que, dans notre département, les contrôles établis par l'A.S.N (Agence de Sûreté Nucléaire) [2] démentent cette affirmation. En effet, en matière de traitement par radiothérapie, c'est la petite unité du centre médical de Forcilles à Ferolles-Attilly qui s'avère être la plus performante en Seine et Marne.

Tapage : Que reprochez-vous à cette tendance à la concentration ?

M.B : Comme je vous le disais à l'instant nous assistons, dans ces grandes fusions, à un phénomène bien connu dans la logique néo-libérale : les activités lucratives telles la chirurgie ou l'imagerie médicale, les laboratoires vont aux structures privées et les activités déficitaires, comme les hospitalisations longues ou les urgences,

restent au public. Il y a donc une tendance mécanique à l'appauvrissement des structures publiques.

Tapage : Y a-t-il d'autres cas en Seine et Marne ?
M.B : Oui. Le service de radiothérapie de l'hôpital public de Lagny est menacé de fermeture au profit de celui de la clinique de Mareuil-les-Meaux. L'ouverture de l'hôpital de Jossigny s'annonce sous le signe de la privatisation de nombreux services. L'hôpital de Melun a déjà vu la fermeture des urgences chirurgicales de nuit et de week-end.... Il faut noter aussi que ceci s'accompagne souvent d'un affaiblissement de l'accessibilité du service – au sens géographique – pour les patients et leur famille. En effet, les plate-formes prévues (par exemple à Melun et à Fontainebleau) vont se trouver à l'extérieur des villes sur des sites desservis, au mieux, par un bus.

Tapage : Venons-en à la rigueur budgétaire que vous évoquiez...la fameuse tarification à l'activité semble en être un élément central.

M.B : Oui elle impose le plafonnement des recettes et les conséquences de ce dogme, purement comptable, peuvent être catastrophiques pour un hôpital et, au-delà, pour toute une population.

Tapage : Pouvez vous expliciter ?

M.B : Prenons encore le cas très intéressant d'une petite structure comme l'hôpital de Forcilles. Elle s'est, en quelque sorte, spécialisée dans le traitement des cancers O.R.L (une centaines de lits) Il s'agit d'affections extrêmement lourdes qui nécessitent des techniques très pointues et un long suivi des patients pour traiter – en particulier les problèmes de nutrition – jusqu'à huit semaines d'hospitalisation. La notoriété de ce service est telle que l'on vient de très loin pour s'y faire soigner (en particulier des DOM-TOM) Et bien, les services de l'A.R.S ont jugé qu'il fallait rationaliser, c'est-à-dire diminuer le personnel administratif et réduire la durée des soins. Vous comprendrez mon indignation quand vous saurez que, dans cette unité, plus de 80% des malades sont socialement très défavorisés. J'ajouterai enfin qu'à mon avis, conformément à cette obsession comptable, les petites structures hospitalières de proximité (comme celles de Provins ou de Coulommiers) sont en sursis.

Tapage : Y-a-t-il des mobilisations contre cette tendance ?

M.B : Heureusement oui. Il faut saluer l'engagement du personnel soignant qui subit des conditions de travail de plus en plus dégradées, consécutives à des suppressions massives de postes (plus de 200 prévues à l'hôpital de Meaux) mais aussi des citoyens et des élus, notamment à Lagny, à Fontainebleau et à Melun. Dans ce dernier cas la mobilisation a été facilitée par l'incohérence des projets portés par la puissance publique...

Tapage : Vous pouvez préciser ?

M.B : L'idée lumineuse de l'A.R.S était la construction d'un grand pôle hospitalier sud-francilien sur Corbeil-Évry, par l'entreprise de B.T.P « Eiffage » qui devait en assurer la location pendant 70 ans ! La cour des comptes est venue rappeler que ce projet pharaonique était plus coûteux qu'une procédure habituelle et largement surdimensionné pour sa fonction. [3] Voilà qui discrédite sérieusement les discours de nos « Ayatollah » de la bonne gestion publique qui ne cessent de soutenir que l'avenir du secteur public passe par...le privé !!!

Tapage : Pour finir sur un plan plus général, quelles solutions proposeriez-vous pour financer la santé publique ?

M.B : Tout d'abord je dois dire que je suis favorable à la coexistence de structures publiques et de structures privées à commencer, bien sûr, par la médecine libérale de ville qui, en France, tente à se raréfier à la suite d'une volonté politique délibérée de créer des déserts médicaux en limitant le recrutement. Mais la priorité absolue est de doter la médecine publique de moyens suffisants pour satisfaire à l'idée républicaine en matière de santé, reprise dans les fondamentaux de la sécurité sociale d'après guerre : de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. Le financement passe par l'arrêt des diminutions de cotisations sociales, qui n'ont aucune efficacité sur l'emploi, et une vraie politique en faveur du salariat.

Tapage : Quelques mots sur l'Union Européenne et ses préconisations en matière de libéralisation des services et de la santé en particulier.

M.B : Certes, je reconnais que le bilan de l'action de l'U.E sur les services est très mauvais mais je n'adhère pas au slogan qui préconise la sortie de l'U.E. C'est la responsabilité de l'ensemble des partis de gauche d'impulser une réelle inflexion sociale à cette construction européenne.

NOTES

[1] Michel BILLOUT est Vice président de la commission des affaires européennes au Sénat. Il est membre du groupe : « Communiste, Républicain, Citoyen » et des sénateurs du parti de gauche. En Seine et Marne, il y a six sénateurs : Michel BILLOUT, Yannick BODIN [P.S], Nicole BRICQ [P.S], Michel HOUEL [U.M.P], Jean jacques HYEST [U.M.P] et Colette MELOT [U.M.P].

[2] Dans le domaine des applications médicales, l'A.S.N procède - ou fait procéder par des organismes agréés - à des contrôles de radioprotection des installations de radiologie, radiothérapie, curiethérapie, médecine nucléaire et irradiateurs de produits sanguins. Ces contrôles ont pour but d'évaluer régulièrement la sécurité radiologique de ces installations afin d'en vérifier le niveau au regard de la réglementation en vigueur et, si besoin, de le renforcer.

[3] Le groupe de B.T.P réclame 100 millions d'euros de plus à l'établissement qui n'est pas d'accord. De son côté, l'administration a relevé 7.000 points souffrant d'une finition insuffisante : l'installation électrique du service de réanimation n'est pas aux normes, la biberonnie a été oubliée dans le service pédiatrique, etc.

Stratégie européenne/ **le salariat discipliné...**

Par Buster Salgan

La situation en Grèce est de plus en plus tendue. Mardi 21 juin, le gouvernement de Papandreou a obtenu un vote de confiance au Parlement pendant, qu'à l'extérieur du bâtiment, des dizaines de milliers de gens criaient leur colère envers de nouvelles mesures d'austérité qui vont encore frapper les plus démunis.

L'Espagne et le Portugal sont confrontés à un scénario semblable : leurs gouvernements respectifs vont être contraints de faire appliquer à leurs peuples des nouvelles cures d'hyper-austérité, dictées par la commission européenne au nom de la fameuse réduction des déficits publics et au mépris de toute forme de souveraineté nationale.

Comment en est-on arrivé là ?

Si vous écoutez les médias officiels, ceux qui sont aux mains de Bouygues, Lagardére, Pinault, Rothschild et, accessoirement, de fonds de pension américains, vous aurez l'explication suivante : ces pays l'ont bien cherché, ils ont vécu au-dessus de leurs moyens, leur économie n'est pas compétitive et il est grand temps que Bruxelles vienne mettre un peu d'ordre dans leurs comptes. Il est probable que la plupart des lecteurs de Tapage ne sont pas naïfs au point de gober ces sornettes mais, par un souci louable d'éducation populaire, nous allons reprendre le film à son début pour comprendre.

Le point central : discipliner le salariat.

La cause originelle de cette situation délétère n'est autre que l'affaiblissement, politiquement construit, du salariat. Il s'est opéré, au plan mondial mais essentiellement au plan occidental, dans la deuxième partie du XXème siècle. Autrement dit, cette crise est la conséquence directe de la « révolution conservatrice », initiée dans les années 60 et 70 par les classes dominantes sous l'impulsion de l'école de Chicago (Friedman, Hayek) qui avait pour but de revenir sur tous les acquis sociaux des années 30 et de l'après-guerre. Elle a été mise en musique par les Thatcher, Reagan - et leurs héritiers idéologiques que sont nos actuels membres de la commission européenne - avec leurs larbins de droite Berlusconi, Sarkozy, Merkel... et aussi, malheureusement, de la pseudo-gauche européiste.

Comment ?

Dans le Tapage N°9, un long article présentait la stratégie des classes dirigeantes. Revenons sur l'aspect qui surdétermine toute la question : l'offensive institutionnelle.

Dès les années 60 les classes dirigeantes ont parfaitement compris qu'elles auraient beaucoup de mal à maximiser leur profit dans le cadre strict des institutions nationales ; car les lois nationales favorisent naturellement des protections sociales ou économiques (le New Deal de Roosevelt, la sécurité sociale et les services publics à la française, le protectionnisme anglais, les barrières douanières, le contingentement, le contrôle national de la monnaie, etc.). Elles se sont donc appuyées sur des organismes supranationaux pour contourner ces législations qu'elles considéraient comme des obstacles. Certains organismes étaient déjà en place depuis les accords de Bretton Woods de 1944 (Banque mondiale, F.M.I) D'autres étaient embryonnaires et ont été délibérément grossis. C'est le cas bien sûr du plus emblématique d'entre eux dans son fonctionnement ultra-libéral : l'Union Européenne.

Il est important de comprendre cette donnée de base de l'ordre néo-libéral : la fonction essentielle de ces institutions internationales est d'empêcher le salariat de se protéger, donc de le précariser, de le rendre vulnérable face à toutes les prédations capitalistes internes ou externes.

Prenons quelques exemples :

-Envisageons un groupement d'actionnaires américains - par ex American Funds - qui veut acheter une entreprise française pour diviser par deux le nombre de salariés et engranger des bénéfices substantiels. La réponse politique évidente sur un plan social et humain et qui était en

Tapage
Journal bimestriel d'expression libre de la région meldoise
ISSN : 1969-2722
Dépot légal : Juin 2011
Directeur de publication : Patrice Hemet - Édité et imprimé par : Association pour la Promotion de l'Expression Libre dans la région meldoise (APEL de la région meldoise), Association Loi de 1901, JO du 24 janvier 2009
Siège social : 20 rue Winston Churchill, 77100 Meaux
Courriel : contact@tapageameaux.fr
Site : www.tapageameaux.fr

vigueur jusque dans les années 70 en France est l'interdiction de cette opération par la puissance publique. Cette protection élémentaire est devenue interdite (art 32 et 63 du TFUE).

- Considérons un service de livraison d'énergie, de transports, de courrier qui est rendu selon des critères de service public. Il est accessible à l'ensemble de la population, il est socialisé par des péréquations tarifaires, le personnel qui le délivre a un statut protégé (grille de salaires) et l'ensemble de la population en est satisfait . La logique élémentaire voudrait qu'il soit protégé par la puissance publique...C'est devenu impossible (art 106 du TFUE)

- Regardons la situation d'un agriculteur qui veut vivre décemment de sa petite exploitation et dégager une masse salariale pour quelques employés. Il ne le peut plus car la politique de l'UE favorise outrageusement les grosses exploitations et la toute puissance de la grande distribution qui maltraite les producteurs (Art 32 et 39 du TFUE). Bilan : il ne reste plus que 500 000 agriculteurs en France, 40% d'entre eux ont un revenu inférieur au SMIC et on compte actuellement en moyenne un suicide par jour dans cette profession sinistrée.

- Un autre cas plus général : un Etat a besoin d'argent pour financer de l'activité industrielle ou des infrastructures d'intérêt général. Auparavant, il empruntait à sa banque centrale à taux zéro . En France, depuis 1973 (deux ans après la mort du Général de Gaulle et ce n'est pas un hasard) et la loi Pompidou-Giscard cette possibilité est interdite. L'Etat français doit maintenant emprunter aux marchés financiers à des taux prohibitifs, creuser indéfiniment sa dette et réduire toutes ses politiques publiques (RGPP). Cette disposition a été en quelque sorte gravée dans le marbre à l'échelon de l'UE (Art 123 du TFUE). Bilan : l'endettement de l'Etat français est de 1340 milliards d'euros (80% du PIB), celui de l'Etat allemand est pire. Ne parlons pas de celui des U.S.A qui sont de fait en faillite, ça va nous donner le vertige.

- Pour finir - mais on pourrait multiplier les exemples – imaginons un Etat de l'UE qui veut initier une politique industrielle innovante et la financer. C'est devenu impossible (Art 106 du TFEU). Bilan : une grande partie de la production des Airbus est entièrement fabriquée en Chine (Tianjin) et, de façon plus générale, la France perd actuellement 200 000 emplois industriels par an.

Ce cadre institutionnel a de graves conséquences politiques et sociales.

Ce cadre institutionnel étant construit, les gouvernements ne sont plus que des exécutants, des fusibles interchangeables. Savez vous qui a défini les GOPE (Grandes Orientations des Politiques Economiques) en France ces dernières années ? M.Jospin ? non. M.Chirac ? non. M.Sarkozy : pas du tout ...C'est l'ancien directeur général des affaires économiques à la commission européenne, l'allemand Klaus REGLING. Son programme a été appliqué à la lettre : réduction du coût de la main d'œuvre, flexibilité du travail, baisse des dépenses de santé, réforme des retraites, libéralisation de l'énergie etc...

Tout le monde a constaté les terribles effets collatéraux de ce mépris de l'expression démocratique : la désaffection du politique de l'ensemble des classes populaires qui se traduit par des taux d'abstention record aux élections et la montée des nationalismes xénophobes.

Les conséquences mécaniques sur le plan économique: des crises à répétition qui montrent les contradictions du système.

Mettons nous maintenant dans la peau de M. Dupont, un capitaliste ordinaire. Son projet philosophique et humain - son horizon indépassable - est relativement simple : gagner de l'argent rapidement. Il lui fallait donc, en toute logique, détourner les richesses du salariat. C'est fait. Mais alors apparaît un nouveau problème : si les salaires sont faibles, qui va acheter les produits que vend M. Dupont ? Pour résoudre cette contradiction, tous les Dupont de la planète ont mis au point - dans des « think tank » performants - une parade ingénieuse dans un triptyque pernicieux qu'il faut bien repérer : l'endettement privé, la financiarisation et la conquête de marchés extérieurs.

Les deux premiers processus ont été tragiquement illustrés par la crise des « surprimes » de 2008. L'endettement des ménages américains avait été porté artificiellement à des niveaux intenables, favorisant un marché tout aussi artificiel de créances pourries, dont l'explosion n'a pu être résorbée temporairement que par le déficit des finances... publiques ! Et la première boucle est bouclée...

Le troisième processus est encore plus pervers : il s'apparente à la prédation économique ou la loi du « renard libre dans le poulailler libre ». Dans un environnement où toute forme de protection du salariat a été abolie se développent naturellement des comportements de prédateurs. Il y a les prédateurs externes à l'U.E dont on a déjà parlé, mais aussi des prédateurs internes. Ainsi l'Allemagne a pratiqué une politique de déflation salariale et d'exportation forcenée au sein même de l'U.E dont les effets sont dévastateurs pour les économies des pays déjà surendettés et qui, avec l'euro, n'ont plus la possibilité de dévaluer légèrement leur monnaie pour se protéger. Et la deuxième boucle est bouclée...

Résumons...

L'affaiblissement du salariat organisé à l'échelle supra nationale conduit mécaniquement à l'endettement privé puis à l'endettement public et aux comportements de prédation de certains pays. Très logiquement, après le peuple grec, irlandais, portugais, espagnol et italien ce sera bientôt le peuple français qui subira les cures d'hyper-austérité décidées par la commission européenne. A court terme, les troubles sociaux et politiques seront majeurs et peuvent amener le meilleur comme le pire. Agissons pendant qu'il en est encore temps.

Démocratie/**Citoyens de tous les pays, indignez-vous !**

Par Léon le Bourdon

La jeune génération qui frémit en Europe est en train de se réapproprier le champ de la politique et de crier très fort l'aberration de notre système. Et si c'était ça désormais la « real-politique » !

Quelque chose est en train de bouger sous nos pieds dans la jeune génération européenne, stimulée par l'exemple de la méditerranée. Quelque chose de politique au sens profond du terme : nourrie par des débats citoyens, étrangère à la logique partisane mais, surtout, située en dehors du cadre de pensée de toutes les formations politiques « raisonnables ». La force du message des indignés provient de sa sincérité : la logique économique n'est plus viable car la croissance est siphonnée par le libéralisme débridé et l'Europe qui se révèle en être le relais...

L'européen way of life

Les européens s'indignent aujourd'hui car ils réalisent, amers, que l'Europe n'est pas en train de se construire pour eux. La belle utopie continentale qu'on leur a tant vantée est en train de servir des intérêts autres que ceux des nations et de leurs populations. Et, pourtant consultés, ils l'avaient rejetée, faisant preuve en cela d'une lucidité que beaucoup d'observateurs médiatiques ou politiques ne leur accordaient même pas !

D'abord l'idée fondatrice de libérer les échanges commerciaux de toute entrave pour favoriser la croissance a, depuis, montré ses limites avec notamment l'impact des délocalisations ou de la « mise en concurrence des services publics ». Ensuite la crise financière a permis de révéler, aux yeux ébahis des populations, la vraie nature des marchés financiers, leur capacité à « mordre la main qui les a nourris » (ou sauvés) et, finalement, leur toute puissance à l'égard du corps politique. Enfin les dirigeants politiques s'échinent à nous faire croire à leurs capacités de pouvoir faire changer les choses... De cette duperie résultera une désillusion de plus qui viendra, dans un premier temps, alimenter le vote sanction (dont nous sommes en passe de devenir les champions...) et, dans un second, une défiance accrue et définitive à l'égard de la démocratie même... impuissante à générer une solution.

Des indignés qui construisent

Ainsi « les indignés » reprochent surtout aux dirigeants politiques leur formidable schizophrénie qui consiste à soutenir, coûte que coûte, la construction européenne alors même qu' elle révèle, jour après jour aux yeux de tous sa nature de cheval de Troie du libéralisme économique et les effets désastreux qu'il induit.

Les indignés nous ouvrent alors d'autres pistes : les solutions sont désormais à chercher ailleurs, à mille lieues de l'euro-consensus bruxellois, dans des formes de démocratie publique, dans des assemblées citoyennes, dans les associations, les collectifs, les O.N.G... qui rassemblent chaque jour un peu plus de citoyens à leur cause.

++++ en savoir ++++

Indignez-vous sur

> www.reeledemocratie.com

Soulcié - Iconovox

Indignés espagnols/ Un bilan globalement positif

Par Désiré Goghnot

Une pincée de scepticisme, pourtant, permettra d'épingler le côté édulcoré de ce mouvement de protestation.

Un peu de mauvais esprit

« Los Indignados » ont des revendications à revendre mais, le socle commun de tous ces protestataires c'est le pourcentage de chômeurs chez les jeunes Espagnols : 45%. Sans le sentiment de « déclassement » qui en découle, pas d'occupation de la Puerta del Sol, pas d'indignation, pas de slogans antilibéraux. Nos rebelles ne l'auraient probablement pas été s'ils avaient pu jouir de l'enrichissement de leur pays lors des deux décennies d'avant la crise. D'ailleurs, les mécontents reprochent aux agences de notation d'avoir rétrogradé l'Espagne et non d'exister et de décider sur des critères ultralibéraux de l'avenir économique des pays !

Dans « Là-bas si j'y suis » - Spécial Indignés- un jeune espagnol explique à Daniel Mermet : « On est très hétérogènes, de droite et de gauche ; Ce qu'on veut c'est sortir de la crise ; On n'est pas antisystème, pas anticapitalistes ; là (parmi les manifestants) il y a plein de capitalistes ! ».

Une dernière méchanceté : ne confondons pas les révoltés des pays arabes, qui ont risqué ou risquent leur vie pour combattre le totalitarisme et nos Indignés, lesquels font valoir leur droit à manifester dans un pays démocratique…

Des côtés agaçants

On pouvait trouver, sur la Plazza del Sol, un potager autogéré, des cours de fitness, une conférence en langue des signes, des cours de musique, une formation sur les banques et leurs méfaits. Ce petit côté « kermesse » peut être énervant.
Plus grave, l'apolitisme du mouvement, l'idéologie « ni pour ni contre, bien au contraire » de nos manifestants. La remise en cause en bloc de tous les partis (même Izquierda Unida) donne au mouvement un effet caméléon : les « Indignados » prennent la couleur de l'endroit où on les pose. Le Parti Populaire, bien à droite, se les approprie dans son combat antisocialiste et la presse qui le soutient explique que les insurgés veulent la fin de Zapatero, lequel Zapatero « socialise » les insurgés en déclarant que, s'il avait quelques années de moins, il les rejoindrait ! L'Humanité donne l'impression que les manifestants espagnols sont tous des communistes qui s'ignorent. L'apolitisme revendiqué débouche sur le multipolitisme !

Une Indignée illustre bien ce paradoxe. Après avoir raconté comment elle est surexploitée et sous-payée, elle stigmatise partis et syndicats qui, pour elle, ne font rien pour défendre les travailleurs. Sa solution pour résister est d'abord impressionniste - « lutter contre l'exploiteur, contre celui qui n'a pas d'éthique » - puis elle suggère… de créer un parti et un syndicat !

Les slogans des Indignés reflètent ce refus de la prise de position politique tranchée (d'où leur succès) : « On demande le changement » ; « C'est ici que tout commence » ; « Il vaut mieux risquer et perdre que perdre de n'avoir pas risqué » ; « On se moque de nous » ; « Sous les pavés, le potager » ; « Plus d'espace pour se prononcer »…

Beaucoup mieux que rien

Cette réaction de la jeunesse est malgré tout positive. D'une part elle prend à défaut tous ceux qui, depuis quelques décennies, s'indignent de la passivité des jeunes générations. Notons qu'il est plus courageux de se rebeller en période de chômage massif (propice à un sentiment de peur et d'insécurité) qu'en période de plein emploi…

Par ailleurs, l'apolitisme affiché laisse heureusement filtrer nombre de revendications ou références solides ; le nom du mouvement lui-même est une référence au livre de Stéphane Hessel, et cet appel à la résistance charpente ce qui pouvait paraître diffus. La critique du bipartisme P.S.O.E – P.P, par exemple (partis que les manifestants désignent d'un sigle commun : « le P.P.S.O.E ») procède d'une analyse politique lucide. Elle rappelle que l'alternance au pouvoir de deux partis qui se distinguent sur des détails et se ressemblent pour l'essentiel amène à l'étiolement de la démocratie. Des propositions originales, comme l'idée de l'instauration d'un salaire maximum et la présence des « Okupas » (qui demandent et réalisent la réquisition des logements vides) ou d'ATTAC, contrebalancent le côté « scout » de quelques slogans.

Enfin, ne commettons pas l'erreur répandue de demander des comptes à un mouvement inexpérimenté. Non, les Indignés ne sont pas parvenus à faire vaciller le vieux monde sur ses bases ultralibérales en quelques semaines, pas plus d'ailleurs que certains partis en quelques décennies. Mais leur action est une brèche de plus dans le consensus.

PHILOSOPHIE DE PACOTILLE

Par Françoise

Qui sont les vrais assistés ?

Des leaders politiques qui n'ont plus d'autre ressource que de chercher à faire porter le fardeau de la déconfiture économique sur le dos de ceux qui en souffre le plus méritent au moins qu'on leur renvoient ici quelques cinglantes vérités...

La course avec l'extrême-droite

Il y a deux semaines environ, ce cher Monsieur Wauquiez nous a expliqué que les titulaires du Revenu de Solidarité Active (R.S.A) devaient travailler 10 à 15 heures par semaine puisqu'ils gagnent, grassement, 450 euros par mois à ne rien faire.

On a cru à une plaisanterie. Mais non, c'est très sérieux, cela a été repris en chœur par Copé, Guéant, Sarko lui même et quantité de belles personnes, toute la droite dure, laquelle coure après le F.N - au grand désespoir de Marine Le Pen - qui ne sait plus où donner de la tête pour trouver l'idée la plus cynique possible qui ne serait pas reprise par l'U.M.P. On aurait pu espérer un sursaut d'humanité et d'intelligence au sein de l'U.M.P lepénisée, on a trouvé Martin Hirsch qui sait de quoi il parle (pas sûr d'ailleurs qu'il soit à l'U.M.P)

450 euros par mois pour chercher un job improbable ! Tout juste de quoi survivre avec l'aide des Restaurants du Cœur. Pour Luc Ferry, c'est dix fois plus que 4.500 euros par mois pour des cours qu'il n'a pas assurés (c'est d'ailleurs aussi bien, sa suffisance aurait perverti notre jeunesse) Il refuse de les rembourser, c'est Matignon qui paiera, c'est-à-dire nous, de nos deniers. Où est l'assisté ?

Ce grand donneur de leçons n'a aucune honte. C'est normal dit-il (de ne pas rembourser) Normal parce que c'est lui, sans doute. Essayez donc de ne pas rembourser un trop perçu de votre R.S.A ou de vos Allocations Familiales ! Ce n'est sûrement pas Matignon qui paiera... Luc Ferry ne semblait pas être à classer parmi les chantres du F.N mais on peut le classer parmi ceux qui ont perdu le sens de ce qui est correct, de ce qui est juste, comme beaucoup de nos ministres qui confondent leur intérêt et celui de l'État.

D'autres assistés :

> Les banquiers, responsables de la crise qui nous étrangle, ont reçu une belle enveloppe que nous payons tous, d'une façon ou d'une autre ; Ce sont des assistés.

> Les entreprises, qui ont reçu de belles subventions et délocalisent pour faire plus de profit sont cause du chômage que les titulaires du R.S.A subissent ; Ce sont des assistés.
> Les P.D.G, payés 200 fois plus que leurs ouvriers et employés, sans travailler 200 fois plus qu'eux ; Ce sont des assistés.
> Les actionnaires ventrus, malades d'indigestion de leurs dividendes, qui pompent les bénéfices des entreprises alors que ceux qui produisent cette richesse se serrent la ceinture ; Ce sont des assistés.
> Tous ceux qui, pour ne pas payer d'impôt, trouvent refuge à l'étranger mais profitent bien du travail des salariés français ; Encore des assistés.
> Tous ceux qui profitent de la faim dans le monde, de la misère, de la sécheresse... bref tous les profiteurs de notre système capitaliste devenu fou. Tous sont des assistés.

Pauvre président des riches

Mais le Président des riches, qui traque les plus démunis, continue d'assister les plus riches en baissant le taux de l'Impôt Sur les grandes Fortunes (I.S.F) Ils n'ont aucune honte tous ces donneurs de leçons, les Ferry, Guéant, Copé, Wauquiez et quelques autres !

Et nous, titulaires du R.S.A ou pas, chômeurs ou travailleurs mal payés, petits retraités... Nous qui ne pouvons pas partir à l'étranger fuir la honte de ce pays avili par le profit et la bêtise aveugle, il ne nous reste plus qu'à nous indigner et dire notre honte à vous, richissimes assistés, vous qui n'avez plus aucune fierté, aucun soupçon d'humanité, aveuglés que vous êtes par l'abondance et votre suffisance. Vous ne savez même plus penser, vous n'êtes plus capables de gouverner un peuple fier de ses valeurs : Liberté, Égalité, Fraternité et Laïcité.

Vous en voulez encore ?

Sylvain Gouz vous en remet une louche avec **les assistés fiscaux :** « Vous voulez parler de fraudeurs ? OK, mais de tous alors ! »
> www.rue89.com/sylvain-gouz

ÉDUCATION, DÉMOCRATIE, SOLIDARITÉ… *Par Emmanuel Médard*

Une Méritocratie Pitoyable

Il y a des mots qui semblent n'avoir été inventés que pour permettre à chacun d'en définir le sens. On aurait ainsi pu parler de la beauté, de la bêtise, du bonheur… mais c'est le mérite que nous aborderons. Non que les autres termes manquent d'intérêt mais du point de vue scolaire, ces derniers ne sont pas instrumentalisés, réduits à l'état d'outil idéologique pour faire avaler les couleuvres.

Un mot au sens imprécis

Qu'est-ce que c'est que le mérite ? L'origine latine du mot est « meritum » que l'on peut traduire par « ce dont on est digne », « digne d'estime, d'éloge, de considération ou de récompense au regard de sa conduite ou des obstacles surmontés ». Le mérite « peut ainsi résulter de diverses qualités morales, intellectuelles ou physiques ». Voilà une définition qui fera consensus jusqu'au moment où il faudra préciser ce qui est digne d'estime, d'éloge ou de considération. Car comment peut-on réellement juger du mérite d'une personne ? Bien malin qui le dira. Et c'est sans doute dans le milieu scolaire que la célébration de ce terme est la plus difficile, et la plus périlleuse.

Du mérite au programme

Enseignant de longue date, je me sens en effet bien incapable de juger du mérite véritable de mes élèves. De l'apparence du mérite OUI, de sa réalité NON ! Qui a le plus de mérite entre un élève brillantissime, vivant dans une famille structurée et cultivée, et un élève qui « n'arrivera qu'à rester médiocre » en taisant les difficultés qu'il rencontre ? Les deux ne déméritent pas…Et le reste n'est qu'interprétation et subjectivité. Or c'est justement sur ce thème que l'U.M.P a décidé de justifier et d'amplifier son « œuvre scolaire », en vue des élections présidentielles. C'est au nom de la « méritocratie réelle »* que les têtes pensantes de ce parti sont en train d'écrire leur programme « pédagogique ». Et il faut vraiment voir tout ce que sous-tend cette inclination !

Renoncement inégalitaire

Alors que les penseurs de l'École d'après-guerre (Langevin, Wallon) se proposaient de construire une école pour tous les enfants, l'U.M.P se donne comme objectif « …d'ouvrir de nouvelles opportunités aux plus méritants dont la situation est aujourd'hui figée du fait de leur origine sociale et géographique … »*. Quel terrifiant renoncement ! Dommage pour les « pas tout à fait assez méritants » qui devront se contenter d'une absence totale d'opportunité !

Pédagogie de dame patronnesse

Aux gentils, les « Internats » d'excellence et des taux d'encadrement pléthorique ; aux autres les « Collèges ghetto », le socle commun minimal et à terme l'apprentissage à 15 ans s'ils ne réussissent pas l'Évaluation en 5e. Dans cette société qu'ils nous préparent ces bonimenteurs de la « méritocratie à tous les étages » veulent ériger les bons instincts des dames patronnesses d'antan en théorie pédagogique. Non contents de trier dans les écoles poubelles le bon grain de l'ivraie, ces fossoyeurs de l'égalité et de la fraternité proposent de résoudre les difficultés scolaires des « moins favorisés », en organisant « …un vaste plan de soutien scolaire … » sur le modèle associatif américain « Teach for America ». La rédemption par le bénévolat ! La lutte contre l'échec scolaire par la mobilisation des « Enseignants retraités » ou « En formation »* avec à la clé « Un plan de communication massif » pour attirer de « Nouveaux bénévoles »*. C'est grandiose ! Ils diminuent le nombre d'enseignants, favorisent l'augmentation des moyennes par classe - et donc de l'échec scolaire - dans une France déjà à la traîne des pays de l'O.C.D.E et en appellent à la… solidarité !

Emmanuel Médard

*Toutes les citations ornées de cette petite étoile proviennent des textes de l'U.M.P consultables sur :
http://www.projet-ump.fr/thematique/participez/education/
Mais si vous allez sur Internet, profitez-en pour surfer vers le diaporama de la F.S.U-77 sur l'état de l'École en Seine et Marne…

HANDICAPÉS

Stop aux privilèges des handicapés !

En matière de traitement social et politique du handicap, un gouffre sépare les annonces prometteuses du locataire de l'Élysée, de la tragique réalité du terrain. Tapage reprend ici de larges extraits d'un article écrit par C. Jacquiau dans Marianne.

Un cas exemplaire

Le cas de Yann Fiévet, professeur de sciences économiques et sociales au lycée Jean-Jacques Rousseau de Sarcelles, et accessoirement rédacteur régulier dans Tapage, est révélateur de l'incurie des politiques.

Économiste, enseignant depuis plus de 30 ans, auteur d'ouvrages, chroniqueur de presse, président d'associations, animateur de conférences et débats... Yann Fiévet est un prof comme les autres. Enfin presque... Car, alors qu'il vient d'avoir dix-huit ans, on lui apprend qu'il souffre d'une rétinopathie, une maladie dégénérescente incurable de la rétine. Il sait qu'un jour plus ou moins proche, les images, les couleurs ne seront plus que des souvenirs.

Pendant de très nombreuses années, la passion et l'incroyable force de caractère qui animent ce breton bien trempé auront raison de ce handicap avec lequel il lui faudra, malgré tout, composer. Mais depuis une dizaine d'années les choses se sont compliquées. La maladie a fait son chemin. En 1999, Yann Fiévet est reconnu travailleur handicapé. « Handicapé certes, mais travailleur... Apte au travail. Je ne vois pas, mais j'ai un regard », tient-il à souligner. Soucieux que son handicap n'affecte en rien la qualité de son enseignement en 2001 il demande à être accompagné en cours d'un assistant. Il découvre alors que le statut d'assistant de professeur handicapé n'existe pas. Le recrutement se fait parmi les surveillants, ex bien nommés pions, non préparés et non formés à cet effet.

Le rectorat de Versailles n'ayant personne à proposer pour pourvoir ce poste particulier il doit, comme tout enseignant handicapé, chercher par ses propres moyens l'assistant susceptible d'être recruté. Depuis 2005 il est accompagné par la même assistante, Émilie, laquelle a acquis sur le terrain une véritable expérience professionnelle, ce qui lui permet en retour d'assurer au professeur une collaboration efficace dont bénéficient pleinement les élèves. Oui mais voilà... Émilie ne bénéficie d'aucun statut. Et donc d'aucun droit. Et, comble de malheur, son contrat de trois ans a déjà été renouvelé une fois. Son renouvellement équivaudrait à transformer son C.D.D (Contrat à Durée Déterminée) en C.D.I (Contrat à Durée Indéterminée)

La logique de la fameuse RGPP à l'oeuvre

Voici la réponse écrite et sans détour du cadre supérieur de l'Éducation nationale :
« Il n'y a, hélas, aucune possibilité de renouveler le contrat de votre assistant. Je connais bien ce type de situation. Nous le rencontrons encore plus largement pour les élèves handicapés, privés au bout de six ans d'A.V.S (Auxiliaire de Vie Scolaire) même lorsque toutes les «parties» souhaitent la poursuite de la collaboration ».

Je vous explique pourquoi :
1 - Les assistants sont des contractuels ;
2 - Ils ont un C.D.D qui, comme tous les C.D.D, ne peut excéder deux fois trois ans, soit 6 ans ;
3 - Au bout de 2 C.D.D l'employeur est obligé de passer tout contractuel en C.D.I, c'est dans le code du travail mais cela revient à créer un emploi ;
4 - Le ministère a interdiction de créer des emplois...

Conclusion : « on licencie tous les assistants au bout de 6 ans ».

« Au delà de mon cas personnel c'est le défaut général d'intégration dans l'Éducation Nationale, cette véritable maltraitance faite aux élèves et aux professeurs handicapés et à leurs assistants - quand ils en ont - que je veux dénoncer. Combien de mes collègues, reconnus aptes au travail, ont été dissuadés de poursuivre leur enseignement faute de soutien suffisant ? », interroge l'économiste Yann Fiévet.

« Sans jeu de mots... Je me verrais mal, à quelques années de la retraite, repartir à zéro avec un nouvel assistant novice. Je ne tiendrais pas ce langage si mon assistante actuelle, qui m'accompagne depuis six années, avait une chance de trouver un autre emploi alors qu'elle a acquis une expérience à mes côtés, mais ce n'est pas le cas. Quel gâchis que de ne pas le reconnaître ! » ajoute encore Yann Fiévet, désormais épaulé par un comité de soutien.

Les élèves handicapés ne sont pas mieux lotis.

Pourtant, la loi affirme le droit pour chacun à une scolarisation en milieu ordinaire au plus près de son domicile, à un parcours scolaire continu et adapté. Elle prévoit que les parents soient, de plus, étroitement associés à la décision d'orientation de leur enfant et à la définition de son P.P.S (Projet Personnalisé de Scolarisation) Mais la réalité est toute autre...

« ...Malgré un cadre législatif fort, la scolarisation des enfants handicapés est aujourd'hui malmenée pour des raisons budgétaires ... », explique-t-on à l'Unapei (Union Nationale d'associations de parents et amis de personnes handicapées mentales.

La C.N.S.A (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie) recense 13.000 enfants de moins de 20 ans qui ne sont pas pris en charge et passent leur journée chez eux sans bénéficier d'aucune forme de scolarisation.

Plus de 4.000 enfants et adolescents handicapés sont en attente d'accompagnement par un A.V.S (Auxiliaire de Vie Scolaire) selon les chiffres communiqués par la D.G.E.S.C.O (Direction Générale de l'Enseignement Scolaire) Beaucoup d'entre eux ne sont scolarisés que quelques heures par semaine alors que de nombreux autres ne le sont tout simplement pas. Un de leurs parents est le plus souvent obligé de cesser toute activité professionnelle.

En cause : « L'absence de statut pour les Auxiliaires de Vie Scolaire, le manque de place et de moyens en S.E.S.S.A.D (Service d'Éducation Spécialisée et de Soins À Domicile) et en I.M.E (Instituts Médico-Éducatifs), les dotations insuffisantes d'enseignants spécialisés pour le milieu adapté dont les budgets sont, de surcroît, étranglés ». Selon l'Unapei qui le déplore « ...Si la loi de 2005 a fait naître beaucoup d'espoirs chez les familles et de nouvelles perspectives pour les professionnels, les uns et les autres vont aujourd'hui de désillusions en désillusions ... »

L'accompagnement des professeurs et élèves handicapés se fait par le biais des A.V.S, des E.V.S (Emplois de Vie Scolaire) et des A.E.D (Assistants d'Éducation) - contrats précaires non renouvelables allant de quelques mois à six ans au maximum - , salaire mensuel moyen : 900 euros pour 35 heures par semaine et les heures supplémentaires ne sont jamais payées.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient

En avril 2007 Nicolas Sarkozy affirmait : « ...Je veux que la République s'attaque aux nouvelles inégalités. Depuis des années, au nom de la morale républicaine, on proclame des droits qui ne sont pas suivis d'effet. Parce que, au fond, personne ne se sent réellement concerné. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé de rendre un certain nombre de droits opposables (...) Le droit opposable à la scolarisation des enfants handicapés obligera à faire une place à l'école à ces enfants pour que chacun s'enrichisse de la différence de l'autre ... »

Dans moins d'une année, le traitement du handicap rejoindra la longue liste des promesses non tenues du candidat-président de 2007.

DU COQ A L' ANE

ça pouvait pas durer...

«Tardivement mais non sans à-propos, le régulateur européen suprême des banques, l'EBA (European Banking Authority), vient de demander aux 90 banques pour lesquelles des stress tests sont en cours de remettre leur ouvrage sur le métier et d'inclure de manière impromptue dans leurs simulations l'éventualité d'une décote de 36% sur la dette grecque.(...)»
Extrait de l'article «AU BORD DE LA PARALYSIE» de François Leclerc qui décripte l'immobilisme inquiétant des institutions nationales et internationales face à la situation financière actuelle.
Paru le 23 juin sur le blog de Paul Jaurion. **http://www.pauljorion.com**

MALBOUFFE

Par Yann

Michel-Édouard : les concombres et la proximité

L'affaire du concombre démasqué est riche d'enseignement quant aux représentations de notre monde, à la fois dénaturalisé et déshumanisé. Le fruit trop vite défendu ne venait pas d'Espagne. Mais, comment pouvait-on ne pas songer immédiatement à « l'eldorado de plastique » de l'agriculture chimique d'Andalousie ou d'ailleurs ?

La peur s'empare trop souvent de nous désormais. Hier la vache folle, aujourd'hui les fruits et légumes ? Cette peur n'est-elle pas la conséquence du développement débridé, d'une « économie hors-sol » tenant le consommateur à lointaine distance de ce qui, pourtant, le regarde de près ? Alors « la proximité » pourrait être le remède par lequel on limiterait grandement les risques sanitaires et écologiques. Opportunément, le bon Michel-Édouard, en grand humaniste savamment promotionné, promet de déployer ce remède avec tout le talent qu'on lui connaît !

Innocent concombre

Ce n'est donc pas le concombre espagnol qui est coupable ; ni le concombre chinois ; pas non plus le nantais ; ni le concombre d'où qu'il vienne... Comme la bactérie incriminée a tout de même fait une vingtaine de morts et que la nature humaine a horreur du vide on jeta l'anathème — comme consolation de l'innocence de la cucurbitacée à la réputation désormais souillée — sur le soja trop envahissant pour être vraiment honnête. Au passage la soudaine mauvaise réputation du concombre avait contaminé la rouge tomate et la verte salade. La production légumière en fut brutalement sinistrée, et pas seulement en Espagne. La faute aux médias qui colportèrent beaucoup trop vite la nouvelle, dirent les uns... La faute aux agences sanitaires qui ne contrèrent pas assez vite les vagues de la panique moutonnière, dirent les autres... Ils tapent tous en dehors de la cible, consciemment ou non. Pour fausse qu'elle fut l'information n'en était pas moins crédible ! La preuve de sa crédibilité a été administrée magistralement, dès le départ de l'affaire, par les autorités de l'Union européenne. Ce sont elles, en effet, qui lancèrent le branle-bas de combat par un communiqué officiel sans ambiguïté : le concombre contaminé par la bactérie tueuse venait d'Espagne. Car Bruxelles sait bien où se situe le plus grand délire de l'agriculture chimio-productiviste. Le soupçon depuis longtemps érigé en lieu commun prenait enfin force de preuve. Le concombre était l'arme du crime que l'on craignait depuis beau temps de voir démasquée un jour.

Légumes dévitalisés

Si l'on doit dresser un acte d'accusation, c'est d'abord contre le système agro-industriel qu'il faut instruire. Depuis plus de quarante années on gorge les sols de chimie, on entasse les animaux d'élevage dans des bâtiments toujours plus grands, on réduit drastiquement la biodiversité végétale et animale, on enferme les agriculteurs dans des relations de dépendance de plus en plus étroites vis-à-vis des firmes de l'agrobusiness, on élimine les exploitations agricoles les moins rationalisées, on impose partout des normes techniques concoctées en haut lieu. Bref on standardise, la normalisation étouffe la vie. Cette dévitalisation par la standardisation s'enrichit de l'idéologie et des pratiques d'un hyper hygiénisme grandissant dont le maître mot est traçabilité. Les concepteurs de ce gigantisme à visage inhumain prétendent en assurer la pleine maîtrise. Ils ne maîtrisent en fait que la surface des choses. Ce n'est que lorsque le drame éclate, noué dans les interstices incontrôlés du système, que l'on mesure la faillibilité des procédures sécuritaires et des discours technocratiques. Tout bien pesé, les hommes sont aujourd'hui trop éloignés de la réalité profonde qu'ils croient encore connaître. Le grain de sable qui rompt le bel ordonnancement de façade peut bien s'appeler concombre ou soja, on peut bien s'échiner à en rechercher l'incertaine origine, le nœud du problème est ailleurs. Il faut déconstruire le trop bel édifice avant l'accident majeur qui le mettra à terre avec fracas.

Un coupable responsable

Fort heureusement nous tenons le chevalier blanc de cette révolution qu'il convient d'entamer au plus tôt. Vite, son nom ! Michel-Édouard Leclerc soi-même. Disons-le d'emblée au risque de tuer le suspense : nous avons ici affaire à une duperie énorme dans laquelle les médias les plus lus ou entendus sont embarqués depuis des années. Ce fut encore une fois le cas tout récemment sur — excusez du peu ! — France Culture. Notre défenseur patenté du consommateur était invité un de ces récents matins à s'exprimer dans

la tranche 7–9 heures sur les évènements secouant depuis quelques jours l'Europe agro-alimentaire. On n'avait alors pas encore innocenté le pauvre concombre mais on doutait déjà que l'Espagne fut en cause. Au beau milieu de la discussion l'animateur de l'émission osa se demander tout haut si la Grande distribution, très impliquée dans la mondialisation débridée, n'avait pas une part de responsabilité dans la difficulté de maîtriser les conditions actuelles de la production et de l'acheminement des denrées alimentaires, tout comme dans la perte de confiance du citoyen qui découle de ces carences. Stupeur de l'auditeur tenu en haleine par tant de culot : Michel-Édouard plaida coupable. Oui, coupable… pour le passé.

Le chantre autoproclamé de l'économie sociale reconnaît en effet volontiers qu'au cours des vingt dernières années la Grande distribution a eu des pratiques peu conformes aux impératifs sociaux et environnementaux. Mais, c'est fini ! Désormais « …. nous développons tous les aspects de la consommation responsable … ».

Et notre bateleur des hypers où la vie est moins chère – quel aveu inconscient de la perte de valeur de la vie ! — de décliner ces aspects : le commerce équitable, les circuits courts, la proximité, l'écoute enfin attentive des souhaits des consommateurs, la défense de la nature… Nous reçûmes ce matin-là un plaidoyer enflammé pour un mercantilisme bucolique, oxymore qui convient parfaitement à ce grand communicant capable de faire passer n'importe quel truisme comme lettre à la poste.

Michel-Édouard sait donc parfaitement ce qu'il faudrait faire pour éviter la crise alimentaire qui nous frappe déjà par certains de ses aspects. Pourtant, soyons-en persuadés, ce n'est pas lui qui ouvrira ou participera activement à l'immense chantier incombant à nos sociétés en la matière. Il est, avant toute autre considération, un commerçant faisant fructifier, en en détournant la philosophie profonde, jusqu'aux discours les plus intelligents. La vraie déclinaison de l'heure est donc le mercantilisme machiavélique face à la conscience de plus en plus aiguisée du consommateur responsable.

PÉTROLE DE SCHISTE

Par Tympan du tapage

l'UMP invente l'interdiction autorisante

Dans nos précédents numéros nous vous avons présenté les principaux risques liés à l'exploration des ressources d'hydrocarbures restées piégées vers 2 500 m de profondeur dans la roche-mère, appelée « schiste - carton ». La majorité UMP a d'abord fait semblant de s'associer à la fantastique levée de boucliers des citoyens concernés et de leurs élus locaux. Mais les foreurs amicaux veillaient au grain.

AVA, par Erolf Totort
http://erolf.totort.free.fr

Précipitation

La plupart des partis politiques montent au créneau , les uns dans le droit fil de leurs opinions (notamment le Parti de Gauche et Europe Écologie), les autres cachant mal leur souci de paraître en phase avec la population. Des propositions de loi sont déposées au Parlement, visant à interdire la « fracturation hydraulique ». Le gouvernement déclare la procédure d'urgence pour que la proposition du député-maire UMP de Provins, Christian Jacob, soit la première en discussion. C'est le début d'une mascarade parlementaire.

Imprécision

La proposition de loi Jacob se veut radicale. L'article 1 interdit « l'exploration (...) des mines d'hydrocarbures (...) par des forages suivis de fracturation hydraulique ». Problème : la « fracturation hydraulique » n'est même pas un terme technique et n'a pas de valeur juridique. L'article 2 est tout aussi péremptoire : « Les permis exclusifs de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux non conventionnels sont abrogés ». Autre problème : les permis d'exploration ne mentionnent en aucune façon le caractère conventionnel ou non des forages. Interdire quelque chose qui n'existe pas est somme toute chose aisée !

Pressions « amicales »

Furieux, les foreurs, réunis au sein d'une « amicale », utilisent toutes leurs ressources de lobbyistes pour éviter ce qu'ils considèrent comme une catastrophe. C'est qu'ils se battent depuis de nombreuses années pour obtenir l'exploitation de ces ressources dont ils connaissent parfaitement l'existence. Tout comme le corps des « ingénieurs des mines », très présent dans la haute administration, et avec lequel ils entretiennent manifestement de très bonnes relations. Si la quasi totalité du personnel politique ignorait l'existence de ces hydrocarbures et la dangerosité de leur extraction, il n'en va pas de même de la « technocratie » des ministères et des compagnies pétrolières. Pour l'amicale des foreurs, la réglementation sur la sécurité des forages est trop contraignante, le code du travail qui garantit la durée des périodes de travail et de repos pour les salariés est inadapté !

Fracturation législative

De commissions en séances à l'Assemblée et au Sénat, l'interdiction des forages utilisant la fracturation hydraulique est réaffirmée ... sauf pour des raisons de recherches scientifique. Une commission « théodule » est même créée pour le suivi et l'évaluation de cette technique. Que suivrait et évaluerait-on si la fracturation hydraulique n'était pas pratiquée ? La question ne saurait embarrasser un sénateur UMP. Quant aux permis déjà attribués (il en existe probablement une vingtaine) il ne sont pas abrogés. Il suffit aux foreurs de promettre la main sur le cœur qu'il ne fractureront pas la roche pour qu'ils puissent reprendre leurs travaux de recherches. De recherches de quoi ? d'hydrocarbures « de schiste » qu'ils ne pourraient pas exploiter puisqu'il n'existe pas d'autres méthodes sérieuses pour les extraire ? De qui se moque-t-on ?

Non seulement la loi qui termine actuellement son parcours parlementaire autorise en fait l'exploration et l'exploitation ultérieure des hydrocarbures de schiste mais en plus indique aux foreurs la méthode pour tromper les citoyens ! À suivre ... encore et toujours.

LIRE

Tristan Egolf : un auteur américain au destin tragique

Acteur et écrivain, Tristan Egolf décrit, dans ses trois romans, la décomposition de l'Amérique.

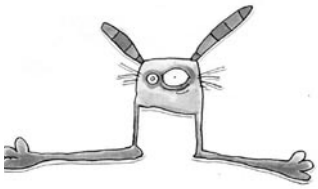
Une écriture enragée, brute, qui met en scène des laissés pour compte, des personnages malfaisants et peu sympathiques qui campent une société américaine de racistes, rigoristes, alcooliques et dégénérés. « Plouc City » ou « Philordurie » sont les berceaux de désaxés qui humilient et exploitent des êtres à peine humains, cette « classe de racaille blanche » dite « moyenne ».

Refusé par plus de soixante dix maisons d'édition américaines

Son premier roman « Le seigneur des porcheries » est accepté, en 1998, par Gallimard qui publiera, en 2002 « Jupons et violons » et, en 2009, son livre posthume « Kornwolf ». Activiste politique il dénonce, entre autres, les tortures en Irak en participant à une pyramide humaine lors de la visite, en 2004 de G.W Bush en Pennsylvanie.
Né en 1971 en Pennsylvanie, Tristan Egolf se suicide le 7 mai 2005 d'une balle dans la tête, juste avant la parution de son dernier livre « Kornwolf » aux USA. Il laisse derrière lui une petite fille de quelques mois, trois romans et une énergie de révolte et d'indignation qui manque cruellement aujourd'hui.

À lire absolument cet été, même si ce n'est pas du tout une littérature de plage ; peut-être pour devenir plus revendicatif et engagé à la rentrée, on en aura bien besoin !
Bonnes lectures
Richard Marelle

TAPAGE_OUEB



Pixar se rebele

«La blogosphère conservatrice américaine est outrée et dénonce une propagande gauchiste. Le film « Cars 2 », qui sort en Europe le 27 juillet, raconte comment les deux voitures se retrouvent impliquées dans une mission d'espionnage dont le but est de déjouer le complot d'une firme pétrolière.» Alors que l'histoire se déroule en partie sur une plateforme off-shore qui prend feu, le coréalisateur John Lasseter indique l'avoir écrite « avant la catastrophe du golfe du Mexique ».
> Lire la suite sur Rue 89
(taper «pixar» dans le moteur de recherche)

Jean-Denys Phillipe - Iconovox

LA LETTRE D'AMNESTY

Soutenons Alexei SOKOLOV

Le défenseur des droits humains, Alexeï Sokolov dirige l'O.N.G russe Pravovaia Osnov (Fondement juridique) laquelle milite contre la torture et les autres formes de mauvais traitements infligés aux personnes incarcérées dans la Fédération de Russie. Il est également membre de la Commission publique pour le contrôle des lieux de détention.

Son action

Sur le site d'Amnesty, vous pouvez voir un documentaire « La fabrique des tortures » - réalisé et distribué par Sokolov en 2006 - sur la torture et les autres formes de mauvais traitements subies par les détenus de la colonie pénitentiaire IK-2 d'Ekaterinbourg. (1) Une partie de cette colonie pénitentiaire a servi de centre de détention provisoire pour les personnes en état d'arrestation et, selon ce film, des détenus y étaient torturés. Ce film a bénéficié d'une importante couverture médiatique, aussi bien en Russie qu'à l'étranger, et a conduit à la fermeture de ce centre de détention provisoire.

Le travail de l'ONG Pravovaia Osnova a permis l'ouverture de plusieurs enquêtes sur des policiers et des membres du personnel de colonies pénitentiaires, accusés d'infractions telles que le recours à la torture en vue de contraindre les suspects à avouer.

Ses conditions de vie

L'épouse d'Alexeï Sokolov a indiqué à Amnesty International qu'à plusieurs reprises son mari avait été menacé et qu'on lui avait vivement conseillé de cesser ses activités. Détenu en mai 2009, il a été condamné un an plus tard à 5 années d'emprisonnement pour vol simple et vol qualifié. Il purge sa peine dans une colonie pénitentiaire de sécurité maximale.

Pour agir : http://www.isalives.be

YOUPI !

Jeux de l'été

CHARADES

I
Mon premier compte 60 minutes
Mon deuxième est parfois tarie
Mon tout a mis le peuple grec à genoux

II
Mon premier est amour en allemand
Mon deuxième est monsieur à Berlin
Le marché a lieu sous ma troisième
Mon quatrième est de Corinthe ou de suez
Mon tout nous entraîne droit dans le mur

III
Mon premier est de fleur ou de chambre
Mon deuxième est au fond du tonneau
Mon troisième suce le sang
Si tu ne t'occupe pas de mon tout, elle s'occupera de toi.

IV
Mon premier peut être de bois ou d'ordures
Celui d'Armstrong fut petit pour l'homme et grand pour l'humanité
Mon troisième est de cartes, de plage ou d'argent
Il faut s'abonner à mon tout ...

V
Mon premier fait avancer le cheval
Mon deuxième est « le maudit » dans un film
Mon troisième est un vent malséant
Mon tout court derrière la marine...

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT:
A- Souvent au piquet
B- C'est créer, et créer c'est....
C- Invoquer la loi./ Anagramme d'or.
D- A volé l'orange du marchand ?/ Mélodies
E- Rue de l' E. N .S /Soutien
F- Meurtrier avec Adjani/Saint de la Manche
G- Deviendra / Of América

VERTICALEMENT :
1- Habitantes d'un pays en crise
2- Découle
3- Evaluer
4- Il faut la cueillir
5- Pays de conflits
6- Petit saint / Aussi
7- Terre latine
8- Corrosif.

	1	2	3	4	5	6	7	8
A								
B								
C						■		
D				■				
E				■				
F				■			■	
G					■			■

DU COQ A L' ANE

éducation et emploi/
Connaissez-vous Fernand Siré ?

C'est un député UMP des Pyrénées Orientales. Jusque là, il n'a que peu fait parler de lui. Cependant depuis quelques semaines, il est devenu incontournable dans le milieu universitaire. En mars 2011, il a eu en effet cette sortie :
«Mieux vaudrait rationaliser les dépenses en supprimant toutes les filières qui ne conduisent à rien – par exemple psychologie, sociologie ou encore géologie à l'université - Tout ça parce que selon lui «on perpétue des classes dans le seul intérêt de professeurs dont le souci est uniquement de protéger leur emploi.»

Inutile de vous dire que les intéressés sont vent debout. La fédération française des psychologues et de psychologie a adressé une lettre ouverte au député pour s'indigner de ses propos. Enfin donc ça grogne. Sans que jusqu'à présent la ministre en charge du dossier des Universités, Valérie Pécresse se soit manifestée.

Reste qu'on se pose quand même une question. La socio, la psycho ont toujours eu mauvaise presse auprès de certains à droite. Ils considèrent que ce sont des matières pour gauchistes et qui ne mènent à rien, soit.

Mais la géologie, pourquoi ?

LA RECETTE DE MEMERE GERMAINE

Bruschetta à la Germaine

La Bruschetta (prononcer brusketa) signifie une préparation de base spécifique de pain grillé, aillé, arrosé d'un filet d'huile d'olive ; C'est une sorte de grande tartine italienne qui peut se décliner de mille manières et offrir ainsi plein de repas différents, faciles à faire et peu onéreux.

La bruschetta s'accompagne de salade verte et constitue à elle seule un plat complet ; on compte une bruschetta par personne.

Ingrédients pour 1 bruschetta :

- 1 tranche de pain à bruschetta (très grande tranche style pain de mie, se vend souvent en paquet de 3 ou 4)
- sublime de tomates ou « arrabiata » (tomates mijotées et relevées vendues en petits pots de verre [ou à faire soi même : tomates, ail, oignon, piment])
- poivrons (grillés, surgelés ou frais) en lamelles
- 1 tomate coupée en fines tranches
- 1 gousse d'ail haché
- un peu de basilic
- 1 filet d'huile d'olive
- fines tranches de lard fumé grillées (ou jambon, ou viande hachée, ou anchois)
- mozzarella en lamelles
- pignons de pin
- gruyère râpé

Tartiner le pain de sauce tomate

- Disposer le lard, le poivron et la tomate sur toute la surface
- Ajouter l'ail et un filet d'huile d'olive
- Poser les lamelles de mozzarella par-dessus
- Saupoudrer de basilic et de pignons de pin
- Ajouter généreusement le gruyère râpé
- Faire griller à four chaud jusqu'à ce que la bruschetta ait l'air bien croustillante
- Servir chaud, avec une salade bien relevée, et accompagner d'un vin léger très frais.

À déguster avec des gens drôles et agréables en rêvant d'une tonnelle à l'ombre au bord de la mer.

Bon appétit !

DU COQ A L' ANE

Vilain défaut

L'U.M.P ne cesse de nous expliquer à longueur de medias que notre plus grand intérêt c'est la concurrence libre et mondiale pour que nous accédions aux produits les moins chers. D'autre part il faut que nous acceptions le fait que les caisses publiques soient vides.

Comment comprendre alors que le marché des fournitures scolaires des écoles de Meaux impose, aux enseignants, des produits presque deux fois plus chers que les mêmes proposés par le fournisseur de l'année dernière ?

Faut-il continuer à les croire quand ils nous assurent que si nous sortions de l'Euro les plus pauvres trinqueraient ? Alors que nous payons nos courses et, nous savons très bien que depuis l'Euro tous les produits ont terriblement augmenté.

Le mensonge est un vilain défaut !

Les médias font pas dans la dentelle

Affichettes presse/ Quand le marketing décérébré entreprend de « stimuler les ventes », ça peu donner lieu à ça :

...et ça illustre assez bien ce qui peu se passer quand l'économique domine l'ensemble du processus de la presse !

JE HAIS LA TÉLÉ...

Que faire autour de Meaux cet été ?

Les Toiles de Torcy - Ciné Beach

Base régionale de loisirs, Torcy

Du 14 au 16 juillet prochain se tiendront Les Toiles de Torcy Ciné Beach, un week end de cinéma en plein air agrémenté de nombreuses activités dans une ambiance festive et conviviale.

Vous pourrez voir sur écran géant le 14 juillet, dans la cadre de la «Soirée Luc Besson», les films Adèle Blanc-Sec et Taken ; le 15, «Soirée Fantastique» avec Iron Man 2 et Twilight et

le 16, place à la «Super Soirée» avec la projection de Shaun of the Dead, suivi de la diffusion de mangas sexy et d'un concert électro dance en partenariat avec Fun Radio.
Un dancefloor, mais aussi des espaces beach soccer, beach volley et relaxation, une BBQ Party et plein d'autres surprises et animations sont prévues !
Entrée gratuite le 14 et le 15 juillet
Entrée 15 euros le 16 juillet avec une boisson comprise

Levons les yeux au Grand-Voyeux

dimanche 7 août 2011
Partez en balade autour des étangs en levant le nez et en prêtant l'oreille. Nous longerons le Canal de l'Ourcq pour le pique-nique et découvrirons le Pont-Canal au dessus de la Thérouanne. Puis l'observatoire du Bois Maury nous réservera un affut près des étangs et des roselières, pour scruter les nombreux oiseaux qui fréquentent le domaine régional du Grand-Voyeux.

Activité organisée par L' association pour la valorisation des espaces nature du Grand-Voyeux. Possibilité de réserver sur le site internet de Nature et découvertes :
http://www.natureetdecouvertes.com/nos-activites-faune-et-flore-en-ile-de-france/levons-les-yeux-au-grand-voyeux-95799

Découvrir des sites naturels autour de chez vous...

La Maison de l'Environnement propose de nombreuses sorties Nature dans tout le département : http://www.me77.fr

Bases de loisirs à proximité :

Jablines :
http://www.baseloisirs-jablines-annet.fr/
Tarifs - 28 mai/11 septembre
Adulte (à partir de 12 ans) : 5,00€
Enfant (de 3 à 11 ans) : 2,00€

Vaires - Torcy : http://vaires-torcy.ucpa.com/
Tarifs - 1er juin/27 septembre
Adulte (à partir de 11 ans) : 4,00€
Enfant (de 3 à 10 ans) : 2,50€
Famille nombreuse (sur présentation d'une carte famille nombreuse SNCF valide) : 2,50€

Meaux plage 2011

Du 2 juillet au 28 août 2011, un programme d'activités est disponible sur : http://www.ville-meaux.fr/jeunesse/plage2010.html

Comment se procurer Tapage ?

Dans Meaux :
→ chez «Frites-city», 12 rue St Rémy
→ au Café de la mairie, place de la mairie
→ chez Fred, au 4 petite rue St Christophe

Pa r abonnement: 1 an, 6 numéros
☐ Tarif normal : 10 euros
☐ Tarif de soutien : à votre discrétion
Nom, prénom : .....
Adresse postale : .....
.....
Paiement : libeller les chèques à l'ordre de « APEL de la région meldoise» et les adresser à APEL, 20 rue Winston Churchill 7710 Meaux